

# Pénurie de main-d'œuvre : quels secteurs en tension ?

## NOTE DE CONJONCTURE

Février 2023

Trois millions de demandeurs d'emploi en catégorie A étaient inscrits à Pôle Emploi fin 2022 pendant qu'un million trois cent mille recrutements étaient qualifiés de « difficiles » par les entreprises la même année.

Malgré le vivier de personnes disponibles et le souhait de nombreux employeurs d'embaucher, les difficultés de recrutement se sont accrues à un tel niveau dans certains secteurs que le projet de loi immigration prévoit d'y faciliter l'embauche de travailleurs étrangers par la création d'un titre de séjour « métier en tension ». Derrière ce paradoxe se cachent des désajustements sur le marché du travail d'ordre principalement structurel.

### **Des difficultés de recrutement multisectorielles présentes avant la crise sanitaire ...**

D'après l'enquête « Besoins en main-d'œuvre » réalisée par Pôle emploi en 2022, l'Île-de-France concentre 16,9 % des recrutements jugés difficiles en France, soit environ deux cent vingt mille projets d'embauche.

Au niveau sectoriel, les établissements qui peinent le plus à recruter sont spécialisés dans les services aux entreprises (20,5 % des recrutements du secteur sont difficiles), la santé (13,4 %), la construction (13,3 %) et enfin l'hébergement restauration (10,1 %). Plus précisément, les recruteurs de la région recherchent en premier lieu des profils tels qu'ingénieur et cadre en informatique, aide à domicile, aide-soignant et serveur.

Avec 49 % des recrutements considérés comme difficiles, l'Essonne est le quatrième département francilien concerné par la pénurie de main-d'œuvre. Les secteurs de la construction et de l'industrie sont localement plus exposés à ces problématiques avec des écarts en difficultés de recrutement respectifs de + 8,4 et + 2,6 points par rapport à la région.

Que ce soit au niveau local ou national, le nombre de postes vacants pénibles à pourvoir était déjà important avant la crise sanitaire et a progressé après celle-ci. En effet, il était d'environ neuf cent soixante mille en France et de seize mille en Essonne en 2019 et a augmenté respectivement de 35,7 % et 14,5 % jusqu'en 2022.

### **... et fortement liées à des problématiques structurelles du marché du travail.**

Ces difficultés peuvent être partiellement attribuées à la conjoncture favorable du marché de l'emploi. En effet, au cours des deux dernières années l'emploi salarié a augmenté jusqu'au point de dépasser son niveau d'avant crise. A titre d'illustration, sa progression a été de 3,5 % en Île-de-France entre le 3<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2022.

De surcroît, plus de cinq millions de CDI ont été signés sur le territoire national en 2022, soit huit cent quarante-cinq mille de plus qu'en 2019. Pour autant, la France n'est pas en situation de plein emploi qui se caractérise par un chômage incompressible aussi appelé chômage frictionnel. Ainsi,

l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail repose davantage sur des défaillances structurelles que conjoncturelles du marché.

En période d'expansion ou de ralentissement du marché du travail, certains types d'emplois vacants souffrent d'un manque chronique de candidats dont les causes diffèrent selon le niveau de qualification demandé. S'agissant des postes à haute qualification, comme c'est le cas dans l'ingénierie, la rareté des candidatures adaptées aux besoins des entreprises résulte d'un défaut de formation et d'adaptabilité de l'offre de travail.

En revanche, pour les postes plutôt peu qualifiés, tels qu'aide à domicile ou aide-ménagère, elle reflète plutôt la faible attractivité de ces derniers. En effet, l'attrait pour ce type de métier est pénalisé par leur faible rémunération à l'embauche, leur pénibilité et leurs conditions de travail jugées contraignantes.

Jusqu'à présent l'économie française s'est montrée dans son ensemble résiliente face à l'accumulation des difficultés : crise sanitaire, inflation, hausse des coûts de l'énergie. Cependant, le manque de personnel grandissant dans certaines entreprises pourrait freiner sérieusement leur croissance économique ainsi que leur compétitivité s'il venait à persister.